

CONSEIL DÉPARTEMENTAL

Extrait des délibérations de la séance du 7 juillet 2022

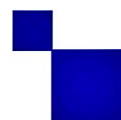
Sous la présidence de M. Stéphane Troussel

ÉTAIENT PRESENTS :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, M. Bouamrane, Mme Azoug, M. Bedreddine, Mme Youssouf, M. Constant, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, Mme Denis, Mme Filhol, Mme Saïd-Anzum, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, M. Monany, M. Martin S., Mme Ségura-Traoré, M. Chabani, Mme Lagarde, M. Fourcade, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Chaumillon, Mme Pierre, Mme Franclet

ÉTAIENT EXCUSES :

M. Monot donnant pouvoir à M. Troussel
M. Sadi donnant pouvoir à Mme Labbé
M. Taïbi donnant pouvoir à Mme Capanema
Mme Girardet donnant pouvoir à Mme Denis
Mme Maroun donnant pouvoir à M. Dallier
Mme Paul donnant pouvoir à Mme Ségura-Traoré
Mme Choulet donnant pouvoir à M. Bluteau
M. Cannarozzo donnant pouvoir à Mme Pierre



Délibération n° 2022-VII-20 du 7 juillet 2022

INDEMNITÉS HORAIRES POUR TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES AUX AGENTS DE CATÉGORIE B ET C

Le conseil départemental,

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents non titulaires de la Fonction publique territoriale,

Vu le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié, pris pour application du premier alinéa de l'article 88 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984,

Vu le décret n°2002-60 du 12 juillet 2001 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 relatif aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires,

Vu sa délibération n°2004-VI-28/A du 22 juin 2004 relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie C

Vu sa délibération n°2008-I-11 du 29 janvier 2008 pour les modalités d'indemnisation ou de compensation du travail de nuit ;

Vu sa délibération n°2008-XII-64 du 18 décembre 2008 relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie B

Vu l'avis conjoint du Comité Technique et du Comité d'hygiène de sécurité et des conditions de travail en date du 13 juin 2022,

Vu le rapport de son président,

La première commission consultée,

après en avoir délibéré,



- DÉCIDE que la reconnaissance des heures supplémentaires réalisées par les agents départementaux fonctionnaires et non titulaires de catégorie B et C s'effectue en priorité par la prise de repos compensateur ;
- DÉCIDE que la durée du repos compensateur est majorée de 100 % lorsque l'heure supplémentaire est effectuée de nuit c'est-à-dire entre 22 heures et 7 heures et des deux tiers lorsque l'heure supplémentaire est effectuée un dimanche ou un jour férié ;
- DÉCIDE de mettre en œuvre les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) dans la limite maximale de 25 heures mensuelles, au titre du décret n°2002-60 du 14 janvier 2002 pour les cadres d'emplois territoriaux pouvant y prétendre de catégorie B et C ;
- DÉCIDE que les indemnités horaires pour travaux supplémentaires (IHTS) peuvent être versées aux agent-es de catégorie C et de catégorie B parmi les cadres d'emploi suivants : adjoints techniques territoriaux, adjoints territoriaux du patrimoine, agents de maîtrise territoriaux et les techniciens territoriaux ;
- DÉCIDE que s'agissant de l'indemnisation des heures supplémentaires, l'heure supplémentaire est majorée de 100 % lorsqu'elle est effectuée de nuit, et des deux tiers lorsqu'elle est effectuée un dimanche ou un jour férié ;
- DÉCIDE que pour des événements exceptionnels non liés à l'exercice des missions, le versement des IHTS sera possible. Au-delà des cadres d'emplois cités, cette possibilité sera précisée, par une note de la Direction Générale ;
- DÉCIDE que le calcul de la compensation des heures supplémentaires se fait en application des coefficients définis par la réglementation notamment le décret [n°91-875 du 6 septembre 1991 relatif au régime indemnitaire dans la fonction publique territoriale](#) ;
- ABROGE la délibération n°2004-VI-28/A du 22 juin 2004 relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie C ;
- ABROGE la délibération n°2008-XII-64 du 18 décembre 2008 relative aux indemnités horaires pour travaux supplémentaires aux agents de catégorie B ;
- PRÉCISE que la présente délibération prend effet au 1^{er} janvier 2023 ;

- PRÉCISE que les crédits nécessaires sont inscrits au budget départemental.

Pour le président du conseil départemental
et par délégation,

Se sont prononcés pour :

M. Troussel, M. Guiraud, Mme Labbé, M. Bouamrane, Mme Azoug, M. Bedreddine, Mme Youssouf, M. Constant, Mme Dellac, M. Blanchet, Mme Thibault, M. Duprey, Mme Laroche, M. Monot, Mme Denis, M. Sadi, Mme Filhol, M. Taïbi, Mme Saïd-Anzum, Mme Girardet, M. Molossi, M. Dallier, Mme Lecroq, M. Cranoly, Mme Maroun, M. Martin P-Y, Mme Pietri, M. Bluteau, Mme Paul, M. Monany, Mme Choulet, M. Martin S., Mme Ségura-Traoré, M. Chabani, Mme Lagarde, M. Fourcade, Mme Capanema, M. Laporte, Mme Chaumillon, M. Cannarozzo, Mme Pierre, Mme Franclet

Adopté à l'unanimité : ✓	Adopté à la majorité :	Voix contre : 0	Abstention(s) : 0
Date d'affichage du présent acte, le		Date de notification du présent acte, le	Certifie que le présent acte est devenu exécutoire le

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montreuil dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou publication.